



MSF d'annonce un "choix impossible", mais cède aux exigences israéliennes

## Description

L'ONG Médecins Sans Frontières a déclaré samedi qu'elle s'apprête à céder aux demandes raisonnables d'Israël, pour éviter d'être entièrement empêchée d'opérer dans la bande de Gaza.

Par Jo Westphal pour l'Agence Média Palestine, le 27 janvier 2026

*article*



**MSF dénonce  
un “choix  
impossible”  
mais cède aux  
exigences  
israéliennes**

Israël a libéralement contraint MSF et les membres palestiniens de ses équipes à un choix impossible : transmettre ces informations ou abandonner des centaines de milliers de Palestiniens ayant un besoin vital de soins médicaux. C'est en ces mots que l'organisation Médécins Sans Frontières (MSF) résume la situation dans son dernier communiqué.

## Un choix impossible

Depuis mars dernier, Israël tente d'imposer un nouveau régime d'enregistrement des organisations internationales par le biais de ce qu'il décrit comme un « contrôle de sécurité » du personnel palestinien employé par ces institutions. 37 ONGs ont refusé de se plier à ce contrôle et de fournir la liste de ses travailleur-euses palestinien-nes, démontrant que la demande israélienne contrevient au droit humanitaire et au droit international.

Cela constitue une violation du travail humanitaire et du droit international, expliquait alors Amjad Al-Shawa, directeur du Réseau des ONG locales, sur Middle East Eye. Cela met en danger la vie du personnel local et représente une ingérence flagrante dans le travail de ces institutions, car les critères imposés par l'occupant sont basés sur la sécurité plutôt que sur des considérations professionnelles. Exiger le partage de ces informations constitue également une violation de la vie privée des employé-e-s.

En réponse, le 30 décembre dernier, [37 ONG ont été informées par Israël que leur enregistrement expirerait](#) le 31 décembre 2025. Cette décision déclenchait un délai de 60 jours, au terme duquel les ONGs devraient cesser leurs activités à Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est.

Ce délai expirera le 1er mars 2026, mais le bannissement semble déjà en application, comme l'expliquait Claire San Filippo, responsable des opérations d'urgence en Palestine pour MSF, dans un [entretien avec l'Agence Média Palestine](#) le 6 janvier dernier : « Entre hier et avant-hier, nous avons observé les conséquences de cette décision israélienne. Plusieurs membres de notre personnel, qui devaient venir relayer notre équipe sur place, n'ont pas été autorisés à se rendre dans la bande de Gaza. »

Dans un communiqué publié hier, MSF confirme que depuis le 1er janvier 2026, toutes les entrées de notre personnel international à Gaza ont été refusées et l'acheminement de notre matériel a été bloqué, des restrictions que l'organisme annonce comme s'inscrivant dans une campagne plus large des autorités israéliennes visant à entraver, discréditer et délégitimer l'action humanitaire.

## Un choix dangereux

Tout en démontrant les pratiques d'Israël, MSF indique dans ce même communiqué qu'elle se prépare néanmoins à fournir les informations demandées : nous envisageons, à titre exceptionnel, la transmission d'une liste de noms de membres de notre personnel international et palestinien. Cette décision fait suite à un processus de concertation avec nos collègues palestiniens. MSF a fait part de cette position dans une lettre aux autorités israéliennes, dans le but de pouvoir continuer à fournir des soins médicaux vitaux dans les territoires palestiniens occupés.

MSF présente ce choix comme «impossible», mais a finalement tranché, quand des critiques avertissent qu'Israël, dont l'armée a tué plus de 1 700 travailleur-euses de la santé dont 15 employé-es de MSF, pourrait utiliser ces informations pour cibler encore davantage de travailleur-euses humanitaires dans la bande de Gaza assiégée ainsi qu'en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est.

Bien que MSF affirme agir «avec le consentement explicite des individus concernés», de nombreuses voix mettent en doute la possibilité d'un consentement «clair» en temps de génocide.

Pour Ghassan Abu Sitta, chirurgien reconstructeur britannico-palestinien volontaire à Gaza pendant la guerre, le décision de MSF «magne» une «faillite morale». «Leurs employés [ceux de MSF] ont autant le choix que les Palestiniens qui sont allés sciemment à la mort dans les centres d'alimentation pour nourrir leurs familles», explique-t-il, faisant référence aux sites de distribution de la GHF où plus de 1 000 personnes venues chercher de l'aide ont été assassinées par l'armée israélienne et le personnel de sécurité.

Un ancien employé de MSF témoignant anonymement sur Al Jazeera qualifie ce choix «extrêmement préoccupant, du point de vue du devoir de diligence, de la protection des données et de l'engagement le plus fondamental envers l'humanité».

«Le personnel est extrêmement inquiet pour son bien-être et son avenir. D'autres ONG sont en ébullition, car cela expose davantage leur décision de ne pas céder aux exigences d'Israël», explique cette personne.

**date créée**  
2026/01/27